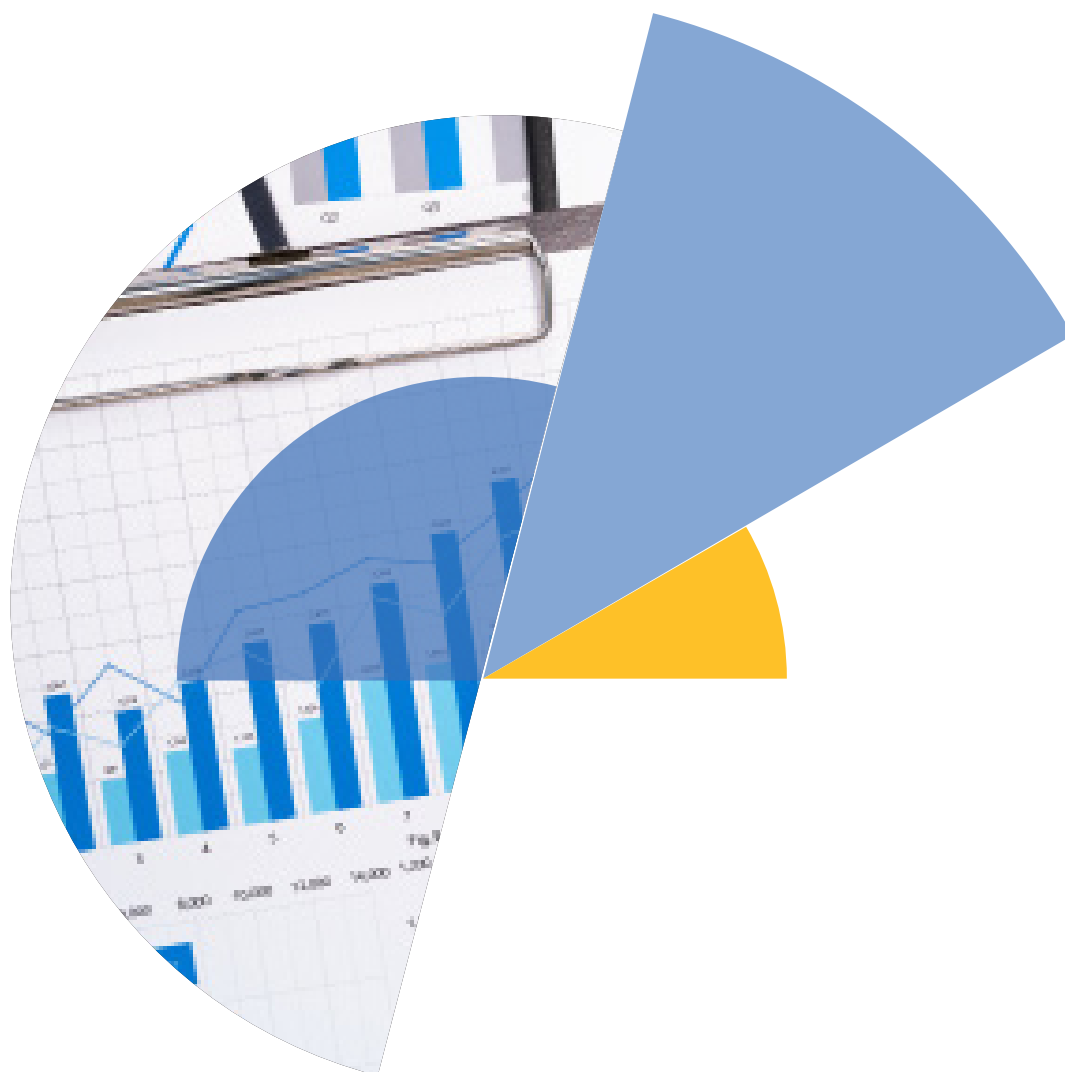


L'impact de la crise sanitaire limité par le poids du secteur public et les dispositifs d'aides

Insee Bilan Économique

Juillet 2021



Martinique

L'impact de la crise sanitaire limité par le poids du secteur public et les dispositifs d'aides

En 2020, en Martinique comme partout en France, un confinement a été mis en place pour freiner l'épidémie de Covid-19 du 17 mars au 11 mai stoppant brutalement l'économie puis un deuxième confinement du 29 octobre au 14 décembre. Ces périodes de confinement et les restrictions de déplacements entre territoires ont eu des répercussions sur l'économie martiniquaise. Des activités comme le tourisme ou l'agriculture, ont été particulièrement touchées. L'ensemble des composantes économiques de l'île a été affecté durant les 2^e et 3^e trimestres. Parallèlement, le poids important de l'emploi public dans l'économie et les dispositifs d'aides limitent l'impact de la crise sanitaire sur l'emploi.

Sylvie Blanc (Insee)

Avertissement

L'année 2020 est marquée par la crise sanitaire mondiale. La Martinique comme une très grande majorité des territoires a subi les restrictions (fermetures des commerces, limitation des déplacements, couvre-feu...) mises en place pour lutter contre la propagation du virus Covid-19. En Martinique deux confinements ont été mis en place en 2020 : le premier confinement débute le 16 mars, comme dans toutes les régions françaises, et est levé le 11 mai. Le second confinement a lieu du 29 octobre au 14 décembre mais ne touche pas, comme le premier, les établissements scolaires et les services publics.

Après le coup d'arrêt brutal dû aux deux confinements, l'activité économique montre des signes de reprise progressive en fin d'année. Comme dans les autres régions d'Outre-mer, l'impact a été moins important en Martinique que dans les régions françaises, notamment en ce qui concerne l'emploi salarié et la création d'entreprises, qui demeure à un niveau toujours élevé.

Le premier confinement aurait eu un effet négatif de - 3 % sur le PIB. Cet impact suit une croissance relativement faible depuis plusieurs années : + 0,3 % en moyenne depuis 2015. Cette faible croissance n'affecte pas le PIB par habitant dans le contexte de décroissance démographique que connaît la Martinique.

Durant le 1^{er} confinement, avec les restrictions fortes de déplacement pour tous pendant deux mois et demi, l'activité économique a chuté de 20 % au cours de cette

période en raison de la fermeture des entreprises et le ralentissement de la consommation des ménages.

Le rôle essentiel des mesures de soutien à l'emploi

Les différentes mesures de soutien à l'activité et de l'emploi ont joué un rôle essentiel pour atténuer l'impact de la crise sanitaire. En particulier, le dispositif d'activité partielle mis en place par le gouvernement (aussi appelé chômage partiel ou technique) pour favoriser le maintien dans l'emploi des salariés. Ces mesures ont été, dans l'ensemble, similaires à celles mises en place en France métropolitaine mais leur incidence sur l'économie a été plus marquée. Le poids plus important du secteur non marchand, et notamment des administrations, permet de relativiser les conséquences des confinements et de la baisse d'activité. En Martinique, les services non marchands, et particulièrement les services administrés (administration publique et éducation, santé et action sociale) représentent 38 % de la valeur ajoutée contre 22 % en France métropolitaine.

Dans le secteur marchand, le dispositif d'aides, qui se décline par des prêts garantis par l'État, le chômage partiel, le report d'échéances fiscales et sociales, le fonds de solidarité a largement été sollicité par les entreprises. A fin avril, près de la moitié des salariés en Martinique bénéficiait du chômage partiel.

Peu d'impact sur l'emploi salarié

La baisse de l'emploi salarié se limite à 0,4 % sur l'année, en Martinique, ce qui représente 470 emplois supprimés. Ce recul concerne uniquement le secteur privé (- 0,8 %). Il varie fortement tout au long de l'année : ainsi au 2^e trimestre, la baisse est de 1,6 % suivie d'une hausse de 2,1 % au 3^e trimestre.

L'emploi dans l'hébergement et la restauration est particulièrement touché avec une baisse de 8,4 % des effectifs, comme dans le transport et l'entreposage (- 4,9 %). Certains secteurs tirent de peu leur épingle du jeu, notamment en fin d'année. C'est le cas de la construction (+ 1,5 %) et de l'industrie (+ 0,7 %).

Dans le secteur tertiaire non marchand, seules les activités liées à la santé progressent (+ 4,5 %) tandis que dans l'enseignement et l'administration publique, les effectifs reculent.

L'emploi dans l'intérim est en progression notable de 7 %. Les hausses successives des trois derniers trimestres permettent tout juste de compenser la forte chute de la fin du premier trimestre 2020. L'intérim regroupe 2 100 salariés soit un niveau équivalent à celui avant la crise. En France (hors Mayotte), l'emploi dans l'intérim recule de 5,3 %

Ainsi, la dynamique plutôt positive de l'emploi salarié, portée surtout par le secteur privé dont les effectifs étaient en hausse de

1 Evolution des différents agrégats du PIB pendant la période de confinement

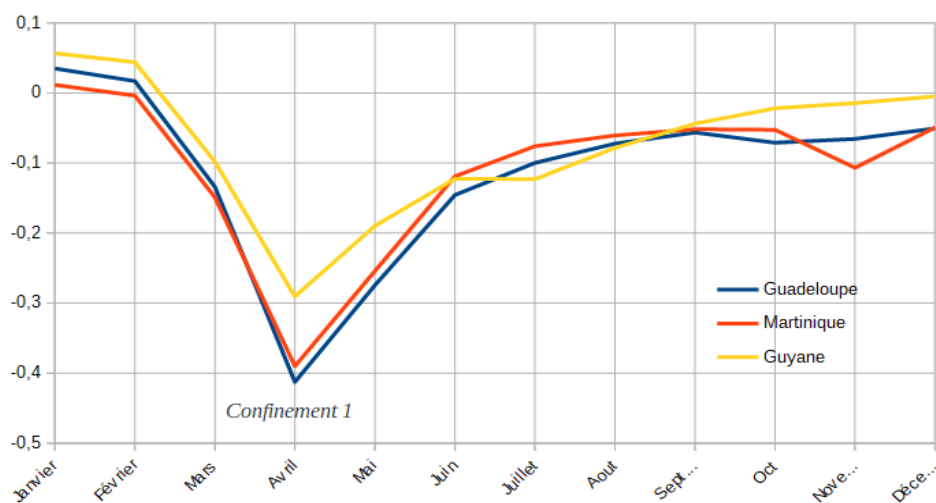
Impact du confinement

impact du confinement (en volume %)	Impact en évolution	Impact sur PIB	Impact PIB sur l'année	Impact en millions €
PIB	-19,8%	-19,8%	-3,0%	-268,9
Consommation finale	-17,7%	-17,9%	-2,8%	-248,2
dont				
Conso Ménages	-27,2%	-15,5%	-2,4%	-215
Investissement	-23,6%	-4,7%	-0,7%	-64,7
Variation de Stocks	n.c.	2,0%	0,3%	26,8
Solde du commerce extérieur	-4,1%	0,8%	0,1%	17,1
	Exportations	-50,4%	-1,0%	-89,7
	Importations	-21,8%	7,2%	106,8

Note de lecture : Pendant le confinement, l'activité économique aurait diminué de 19,8 % par rapport à une situation normale
 source : Comptes économiques, Cerom, commerce extérieur, ICA

2 Evolution du volume mensuel des heures rémunérées en 2020 par rapport à 2019

Evolution du volume mensuel des heures rémunérées en 2020 par rapport à 2019



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré
 Lecture : en Guadeloupe en avril 2020 le volume d'heures rémunérées est inférieur de 40% au volume d'avril 2019

Source : Insee, Déclarations sociales nominatives (DSN)

1,8 % en 2019, en Martinique s'est brutalement interrompue.

Le volume d'heures rémunérées baisse de 11 % en 2020 par rapport à 2019. En particulier au 2^e trimestre ce volume a chuté de 26 % par rapport au même trimestre 2019. Malgré le confinement de fin d'année, le volume d'heures rémunérées est en baisse de 7 % comme au 3^e trimestre. *(Pour en savoir plus). Figure 2*

Une baisse du chômage en trompe-l'œil

En fin d'année 2020, le taux de chômage s'élève à 12 % de la population active. Il est en recul de 3 points par rapport à 2019. Deux facteurs expliquent cette baisse.

En premier lieu, les dispositifs d'aides ont permis aux entreprises d'éviter les licenciements. Les salariés concernés travaillent essentiellement dans l'hébergement et la restauration et la construction. À fin avril, au plus fort de la première vague, le dispositif de chômage partiel a ainsi concerné à 45 % des salariés du secteur privé de Martinique. En Guadeloupe, ce sont 53 % des salariés qui en ont bénéficié.

En second lieu, les restrictions de circulation ont compliqué les recherches d'emploi : une partie des chômeurs ne remplissaient plus les conditions du Bureau international du travail (BIT) pour être répertoriés comme tels. Ils ont ainsi quitté la population des actifs pour celle des inactifs mais sont de nouveau considérés comme chômeurs depuis qu'ils ont pu reprendre leurs recherches actives d'emploi. Aussi, le taux de chômage en Martinique, en baisse de 3 points par rapport à 2019, ne reflète pas une amélioration du marché de travail. L'augmentation du nombre de personnes passées dans le halo du chômage en est une illustration. En 2020, il augmente d'un point. Il regroupe 11 % des personnes âgées de 15 à 64 ans. Parmi les personnes dans le halo autour du chômage, les deux tiers indiquent ne pas rechercher activement un

emploi mais être disponibles si un travail se présentait à elles.

Avec une évolution similaire, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B ou C) baisse de 2,3 % par rapport au quatrième trimestre 2019, alors que la tendance nationale est à la hausse (+ 4,5 %).

Cependant, parmi eux, la seule évolution à la hausse concerne les jeunes de moins de 25 ans (+ 1,8 %) qui représentent 10 % des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C. En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans baisse de 4,4 %.

Recul de la consommation des ménages

La pandémie a affecté de manière différente les moteurs de la croissance. Le premier d'entre eux, la consommation des ménages, recule durant le premier confinement de 27 % (*Figure 1*). À titre d'exemple, les ventes de véhicules de tourisme dont une partie est réalisée auprès de particuliers (et une autre auprès des sociétés) baissent de 27 % par rapport à 2019. Les importations de biens de consommation durables reculent de 0,7 % alors que les importations de biens non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) progressent quant à elles de 3,1 %.

Cette consommation en baisse des ménages s'inscrit dans une évolution des prix pourtant bien contenue. Entre janvier 2020 et janvier 2021, la hausse des prix se limite à 0,4 %, alors qu'elle était de 1,6 % sur les 12 mois précédents. C'est la plus faible évolution constatée sur les cinq dernières années.

Le recul limité de l'emploi et la relative stabilité des prix ne tire pas, comme traditionnellement la consommation des ménages. Il en résulte une augmentation de

leur épargne : l'évolution des dépôts à vue des ménages passe de +5,6 % en 2019 (par rapport à 2018) à +17,5 % en 2020 (par rapport à 2019).

L'activité touristique chute de moitié

Pour le tourisme et l'agriculture, deux secteurs porteurs de l'économie martiniquaise, la situation est très contrastée.

Dans le tourisme, la fréquentation touristique en Martinique s'établit à 559 600 visiteurs, se situant au 34^e rang des flux touristiques des trente-six dernières années. La chute du nombre de croisiéristes est de 40 % et de 44 % pour les touristes de séjour

Ainsi, la fréquentation hôtelière, mesurée par le nombre de nuitées, diminue de 45 %, le chiffre d'affaires des établissements hôteliers et autres hébergements collectifs touristiques (AHCT) est en retrait tous les mois de l'année. En particulier le chiffre d'affaires des mois d'avril, de mai, juin et novembre chute de 75 % par rapport aux mêmes mois de 2019. En parallèle, le chiffre d'affaires des établissements de restauration est impacté mais moins fortement. Il a chuté de 90 % en avril 2020 par rapport à avril 2019. Passé ce choc, les restaurateurs ont limité leurs pertes : pour compenser en partie leur fermeture au public, la vente à emporter a été mise en place.

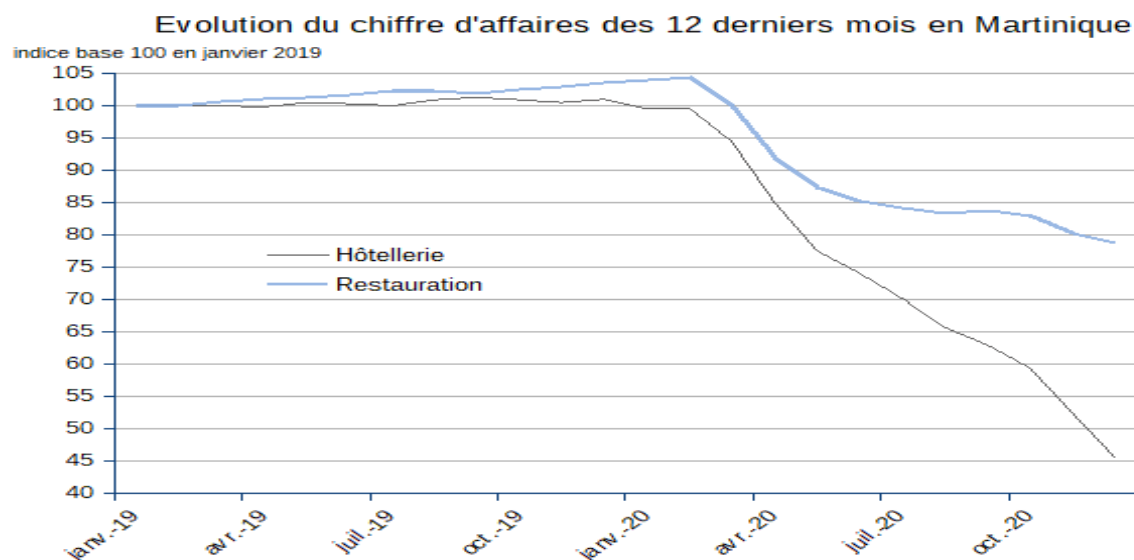
L'impact de la crise sanitaire atteint son maximum au deuxième trimestre : 72 % des salariés sont concernés par le chômage partiel en avril, il ne touche que 12 % des salariés en décembre.

La clientèle locale a contribué au maintien des taux d'occupation à des niveaux raisonnables.

La crise sanitaire porte un coup d'arrêt au trafic aérien (- 49,5 %) pourtant bien orienté en 2019. Cela représente 991 205 passagers locaux transportés en 2020, contre 1 971 655 en 2019. Le trafic total de passagers de l'aéroport Aimé Césaire recule de

3 Evolution mensuelle du chiffre d'affaires

Indice base 100 janvier 2019



Avertissement : au niveau régional, les évolutions pour les campings ne sont disponibles que pour le cumul sur 12 mois. Elles ne sont pas disponibles au niveau départemental. Ceci pour des raisons de fragilité des données lorsque l'on descend à un niveau géographique plus fin.

Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas bougé durant cette période.

Source : DGFIP, Insee.

4 Indice des prix à la consommation en Martinique – janvier 2021

Indice des prix à la consommation (Base 100 : année 2015)

Regroupements	Pondérations 2021	Indice pour le mois de Variation (%)		
		Janv 2020	Janv 2021	des 12 derniers mois
Ensemble	10 000	103,5	103,9	0,4
Alimentation	1 966	106,5	107,2	0,6
Produits frais	193	121,0	127,7	5,6
Alimentation hors produits frais	1 773	104,5	104,5	-0,1
Tabac	121	125,3	138,7	10,8
Produits manufacturés	2 885	97,1	98,0	0,9
Habillement et chaussures	462	90,3	93,6	3,6
Produits de santé	486	90,5	88,4	-2,2
Autres produits manufacturés	1 937	100,3	101,2	0,9
Énergie	754	112,4	106,6	-5,2
dont Produits pétroliers	543	113,7	104,6	-8,0
Services	4 274	104,5	105,2	0,7
Loyers et services rattachés	995	102,6	103,2	0,6
Service de santé	636	105,1	105,3	0,2
Services de transports	68	102,9	99,4	-3,4
Services de communications	468	93,7	93,1	-0,7
Autres services	2 107	107,5	109,3	1,6
Alimentation et tabac	2 087	107,6	109,0	1,3
Produits manufacturés et énergie	3 639	100,3	99,9	-0,4
Manufacturés hors habillement et chaussures	2 423	98,6	98,9	0,3
Ensemble hors produits frais	9 814	103,2	103,4	0,3
Ensemble hors énergie	9 246	102,8	103,6	0,8
Ensemble hors transport	9 932	103,5	104,0	0,5
Ensemble hors tabac	9 879	103,3	103,5	0,3

Source : Insee, indices des prix à la consommation des ménages

50 % par rapport à l'année précédente. Le trafic national affiche une baisse de 48 % sur l'année.

Ce recul s'observe également sur les liaisons avec la Guadeloupe (- 53%) et la Guyane (- 65%).

La production cannière tire son épingle du jeu

Dans l'agriculture, la situation est également contrastée pour les deux productions exportatrices majeures. La récolte de la canne est en augmentation notable : les livraisons de cannes broyées aux sucreries augmentent de 68 % et celles destinées aux distilleries sont en hausse de 22 %.

La production bananière, en revanche, a subi un double choc provenant d'une part d'une sécheresse persistante et d'autre part, de la baisse d'activité due aux confinements.

Avec seulement 132 000 tonnes de bananes mises sur le marché en 2020, la production commercialisée recule de 14,4 % par rapport à 2019. Pour autant, les expéditions de bananes sont en forte augmentation en 2020 (+ 14 %), mais dans un contexte d'évolution des prix en forte baisse. La sécheresse a également touché la production de fruits, légumes et tubercules qui recule de 20,7 %, par rapport à 2019.

Comme les ménages, les entreprises épargnent

La croissance de l'épargne est nettement plus importante du côté des entreprises. L'octroi massif de Prêts garantis par l'État (PGE) leur a permis de créer une réserve de trésorerie pour faire face aux imprévus de la crise sanitaire. Les crédits d'exploitation, qui incluent les PGE, atteignent en effet près d'un milliard en fin d'année, contre

environ 400 millions l'année précédente (+ 140,4 %).

Les entreprises enregistrent la plus forte hausse d'actifs, à 34,1 %.

Les avoirs financiers des ménages et des entreprises, dans leur ensemble augmentent de 15,2 % en 2020, contre + 3,4 % l'année précédente. Ils s'élèvent à 9,6 milliards d'euros en 2020. Cette hausse est essentiellement portée par les dépôts à vue (+ 30,1 %).

Commerce extérieur

La pandémie génère une situation inédite : l'augmentation de l'épargne ne trouvant pas de débouchés à cause du confinement, la structure de la consommation se modifie. Ainsi, les importations de denrées alimentaires, boissons et tabac augmentent de 2,9 % alors qu'elles étaient en baisse en 2019 comme celles des produits pharmaceutiques (+ 11,9%). Les importations d'équipements électriques, électroniques et informatiques connaissent une très légère hausse (+ 1,5 %). À rebours des années précédentes, les importations de produits pétroliers chutent de 26 % avec les restrictions de déplacement, ce qui entraîne un léger rééquilibrage de la balance commerciale de la Martinique traditionnellement déficitaire. À l'image des autres départements français d'outre-mer, la Martinique se caractérise par la faiblesse de ses échanges extérieurs. Les différentes productions locales font face à des contraintes spécifiques liées notamment à l'éloignement de leurs marchés d'exportation et à la compétitivité des produits.

En 2020, le montant total des exportations martiniquaises baisse de 22 % par rapport à l'année précédente. Les expéditions de

produits pétroliers raffinés sont principalement à l'origine de ce repli. Elles reculent de 42 % en raison des restrictions liées à la crise sanitaire et du confinement qui causent une baisse de la consommation dans les territoires destinataires. Hors produits pétroliers raffinés, les exportations diminuent de 11,3 %.

La construction en bonne voie malgré un fort ralentissement

En 2020, la chute du nombre d'ouvertures de chantier est estimée à 34 %, pour un volume d'autorisations en progrès malgré la crise sanitaire mondiale. La construction de logements ralentit fortement avec près de 1 600 déclarations d'ouvertures de chantier contre 2 400 l'année précédente, soit une baisse de 34 %. Un niveau aussi bas ne trouve d'équivalent depuis le début du millénaire qu'au passage de l'année 2008 à 2009, marquée par un recul de 28 %. La construction de logements collectifs continue à progresser et concerne six autorisations de construire sur dix. ■

Pour en savoir plus

- Matthieu Cornut, Jean Louis (Insee), Catherine Talbot (AFD), Nicolas Gopalraja (IEDOM), Martinique - Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement, Insee Flash n°137, juin 2020
- Christine Charton, Éric Durieux (Insee), Confinement du printemps 2020 : un impact économique différencié selon les départements, Insee références, avril 2021

L'impact de la crise sanitaire limité par le poids du secteur public et les dispositifs d'aides

Insee Bilan Économique

Juillet 2021

Nos contributeurs



Retrouvez l'ouvrage ainsi que les données sur insee.fr

